

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 03 au 09 septembre 2026

Le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) a remporté une nette victoire lors des élections régionales de ce week-end en Saxe-Anhalt. Classé comme parti d'extrême droite par les services de renseignement intérieur du Land, l'AfD a recueilli 43,8 % des voix, soit plus du double de son score de 2021. Il s'agit du meilleur résultat jamais obtenu par le parti lors d'une élection régionale. L'AfD n'a toutefois pas obtenu la majorité absolue des sièges au Parlement régional. La CDU, qui dirigeait jusqu'à présent le Land, a quant à elle subi une lourde défaite, avec seulement 17,2 % des suffrages, son plus mauvais résultat historique en Saxe-Anhalt. La coalition gouvernementale sortante, composée de la CDU, du SPD et du FDP, perd ainsi sa majorité, le FDP n'étant pas parvenu à franchir le seuil des 5 % nécessaire pour entrer au Parlement. Le SPD progresse légèrement, tandis que les Verts et Die Linke conservent leur représentation au Parlement régional. Avec 8,9 % des voix, les Verts réalisent un score supérieur aux prévisions. Le BSW, de son côté, fait son entrée de justesse au Parlement avec cinq députés. La formation du prochain gouvernement s'annonce particulièrement délicate. La CDU, le SPD, les Verts et Die Linke excluent en effet toute coopération avec l'AfD, qui arrive pourtant largement en tête du scrutin. Le résultat pourrait également avoir des répercussions au niveau fédéral. La participation électorale a atteint 77,8 %, contre 60,3 % en 2021.

Ce mercredi 9 septembre, le chancelier Friedrich Merz s'est fermement opposé à l'AfD lors d'un débat très tendu au Bundestag à l'occasion sur la présentation du budget, marqué par de nombreuses interruptions.

Dans le contexte de la victoire du parti d'extrême droite en Saxe-Anhalt, Merz a qualifié l'AfD de « force destructrice », l'accusant de mépriser les institutions démocratiques et de chercher à déstabiliser le pays. Il a également dénoncé sa proximité avec la Russie et son concept de « remigration », qu'il juge fondé sur l'origine et la couleur de peau, tout en soulignant le rôle essentiel des millions de personnes issues de l'immigration dans l'économie allemande. La cheffe de l'AfD, Alice Weidel, a pour sa part vivement attaqué le gouvernement, lui reprochant ses échecs en matière économique, énergétique, migratoire et budgétaire. Elle a également défendu un rapprochement avec la Russie et le recours à une énergie moins chère, notamment grâce au gaz russe et au nucléaire. Face à la virulence des échanges, la présidente du Bundestag, Julia Klöckner, a menacé d'exclure les députés qui perturberaient les débats.

Le ministre fédéral des Finances, Lars Klingbeil, a présenté ce mardi 8 septembre au Bundestag le projet de budget du gouvernement pour 2027. Il prévoit environ 555 milliards d'euros de dépenses, soit 31 milliards de plus que cette année, ainsi que près de 119 milliards d'euros de nouveaux emprunts. En incluant les fonds spéciaux consacrés à la défense, aux infrastructures et à la protection du climat, le recours à l'endettement sera toutefois encore plus important. Lars Klingbeil justifie cette politique par la nécessité d'investir dans les infrastructures et de renforcer durablement les capacités du pays. Les retraites et les prestations sociales constituent les principaux postes de dépenses, devant notamment la défense et la sécurité. En parallèle, le gouvernement prévoit des économies dans plusieurs domaines, parmi lesquels les aides au logement, certaines prestations familiales, la

politique climatique et l'aide au développement. Le projet a suscité de vives critiques de la part de l'opposition. L'AfD a dénoncé l'augmentation du coût du service de la dette, tandis que les Verts contestent les coupes dans les programmes climatiques et certains choix budgétaires. Die Linke réclame une fiscalité plus élevée sur les patrimoines. La CDU insiste, quant à elle, sur la nécessité de réduire progressivement le recours à l'endettement et d'identifier de nouvelles économies. Les débats parlementaires se poursuivront dans les prochains mois, avec une adoption définitive du budget prévue d'ici la fin de l'année.

La France a convoqué le chargé d'affaires russe à Paris après la découverte, début août, d'un drone chargé d'explosifs à l'aéroport de Leipzig, en Allemagne. Le président Emmanuel Macron a dénoncé une « ingérence » et a annoncé son intention de proposer de nouvelles sanctions européennes contre les navires de la « flotte fantôme » russe. L'Allemagne attribue cet incident à la Russie et le considère comme une possible attaque hybride. L'Union européenne soutient Berlin et dénonce un acte de terrorisme soutenu par un État. Ursula von der Leyen a affirmé que ces attaques ne resteraient pas sans réponse. Le drone avait été découvert à proximité de plusieurs avions cargos ukrainiens et neutralisé par un robot de la police allemande. Cette affaire prend donc une dimension européenne et accentue les tensions entre la Russie et les pays occidentaux. De son côté, Moscou rejette ces accusations et a convoqué le chargé d'affaires allemand en Russie. Les relations entre Berlin et Moscou continuent ainsi de se détériorer, notamment avec la fermeture prochaine du dernier consulat russe en Allemagne.

Les résultats de l'étude PISA 2025 relancent le débat sur l'état du système éducatif allemand. Alors que les élèves de 15 ans ont obtenu leurs plus mauvais résultats depuis le lancement de l'étude, les réactions politiques et celles des acteurs de l'éducation se multiplient. Plusieurs organisations et experts appellent à revoir en profondeur la politique éducative, notamment pour renforcer les compétences de base et réduire l'influence de l'origine sociale sur la réussite scolaire. Parmi les propositions avancées figurent un financement accru des établissements les plus en difficulté, des évaluations régulières du niveau des élèves ainsi qu'un renforcement de l'éducation dès la petite enfance. La SPD réclame notamment un « sommet de l'éducation » réunissant l'État fédéral, les Länder et les communes, tandis que la ministre de l'Éducation Karin Prien (CDU) a reconnu que les résultats étaient « préoccupants », tout en soulignant qu'ils confirmaient des tendances déjà observées. Plusieurs acteurs soulignent enfin que l'Allemagne dispose déjà de nombreuses connaissances sur les mesures efficaces, mais peine à les mettre en œuvre de manière cohérente et durable.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Le 7 septembre, le groupe parlementaire CDU/CSU du Bundestag a élu **Catarina dos Santos-Wintz** au poste de première secrétaire parlementaire. Elle a obtenu 90,9 % des voix. Elle succède à Steffen Bilger, entré en fonction comme ministre fédéral des Transports à la fin du mois de juillet. Députée au Bundestag depuis 2021, Catarina dos Santos-Wintz est notamment chargée des questions liées à la politique étrangère et européenne, ainsi qu'à la transformation numérique.

Un changement de poste est également à noter du côté de la Chancellerie fédérale : **Ronald Rauhe**, double champion olympique de canoë, devient le nouveau ministre d'État chargé du bénévolat et du sport. À ce nouveau poste, Rauhe devra relever plusieurs défis, notamment la réforme du sport de haut niveau et le processus de candidature de l'Allemagne pour l'organisation des Jeux olympiques de 2036, 2040 ou 2044.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

5 000

C'est le nombre de soldats et personnels civils que l'Allemagne prévoit de stationner durablement en Lituanie d'ici fin 2027. Il s'agira de la première brigade allemande déployée de manière permanente à l'étranger depuis la création de la Bundeswehr en 1955. Située sur le flanc oriental de l'OTAN, entre la Russie et le Bélarus, la Lituanie est considérée comme l'un des pays les plus exposés à une éventuelle menace russe. La présence allemande doit ainsi renforcer la dissuasion et envoyer un signal clair à Moscou : une attaque contre la Lituanie entraînerait une implication directe de l'Allemagne. Ce déploiement illustre le profond changement de posture militaire de l'Allemagne, qui cherche à renforcer ses capacités de défense dans un contexte de désengagement progressif des États-Unis en Europe.

